



Police, Macron, Castaner... patrons : ils nous empêchent de respirer !

Depuis plus d'une semaine et malgré les interdictions, des manifestations regroupent partout des dizaines de milliers de jeunes qui dénoncent les violences policières. Tous font le lien entre la mort à Minneapolis de George Floyd, étouffé par un flic raciste et celle, ici, d'Adama Traoré en 2016, lui aussi mort entre les mains des flics. Le 30 mai, des manifestations, importantes également, avaient regroupé des sans-papiers pour exiger leur régularisation. Ça barde dans les rues... et Macron préfère se taire, confiné à l'Élysée !

Jeudi dernier, on découvrait que, dans un groupe Facebook de près de 8 000 personnes, des policiers et des gendarmes se lâchent à grand renfort de publications racistes et sexistes. Dans un podcast mis en ligne par Arte Radio, on peut entendre un policier noir de Rouen rapporter les propos racistes et même fascistes que profèrent six de ses collègues sur une boucle WhatsApp. Mais le gouvernement prétend toujours que les États-Unis n'ont rien de commun avec la France : selon lui, ici, la police protégerait la population et si quelques agents se révèlent coupables de racisme, ce ne sont que des brebis galeuses que l'institution expulse avec vigilance... Tu parles !

Des deux côtés de l'Atlantique

Aux États-Unis, le racisme est hérité de l'esclavagisme et le capitalisme s'y est bâti sur les fortunes qu'il a permises. Mais est-ce différent d'ici, où le racisme est le stigmate du colonialisme français en Afrique et ailleurs, mais aussi de l'esclavage aux Antilles ? Comment oublier que l'esclavage aux Amériques était alimenté par les bourgeois de Bordeaux, La Rochelle ou Saint-Malo qui enlevaient des esclaves en Afrique pour les vendre là-bas ?

Des deux côtés de l'Atlantique, la police a le même rôle : faire respecter « l'ordre », c'est-à-dire empêcher toute remise en cause par « ceux d'en bas ». Et, puisque les capitalistes s'appuient sur les idées racistes ou sexistes pour opposer les travailleurs les uns aux autres, quoi de plus normal que ces idées puantes se retrouvent en version concentrée dans les commissariats ?

Les politiciens cherchent à calmer le jeu

Aux États-Unis, les politiciens du Parti démocrate tentent de détourner la colère des manifestants vers un vote anti-Trump en novembre prochain. Mais,

avec l'impact de la crise du Covid-19 et le chômage massif, pas sûr que les vieilles recettes fonctionnent. La maire de Washington, une démocrate noire, a rebaptisé une place « Black Lives Matter » (les vies noires comptent), mais des manifestants lui ont répondu qu'ils auraient préféré une baisse du budget de la police et une hausse des budgets sociaux !

Les violences policières sont le pendant répressif de la violence que représentent les licenciements, le chômage et la pauvreté. La crise sanitaire a tout aggravé et a amplifié la colère qui s'exprimait dans les rues depuis deux ans et demi en France, depuis des mois un peu partout dans le monde, d'Alger à Santiago en passant par Hong Kong et Tripoli au Liban. Aujourd'hui, cette colère envahit les rues de toutes les villes des États-Unis et c'est un immense espoir pour les opprimés du monde entier.

Pour changer la société, se débarrasser du capitalisme

Partout, les jeunes ont montré qu'ils faisaient le lien entre la violence des flics et celle que représentent l'exploitation et la misère.

Alors, il faut suivre les jeunes ! Et ne pas hésiter à « coaguler » les colères, contre le racisme, mais aussi contre toutes les violences imposées aux travailleurs, contre l'état des hôpitaux délaissés par les budgets, contre les licenciements financés par les milliards distribués par l'État. Les manifestations actuelles imposeront peut-être des condamnations de policiers, et des expulsions de « brebis galeuses », voire, aux États-Unis, des restructurations de la police comme cela vient d'être décidé à Minneapolis, mais elles peuvent aussi être le début d'une lutte pour une autre société, débarrassée du capitalisme, de ses violences racistes et sociales.

SILENCE-RADIO DE MACRON
A PROPOS DES
VIOLENCES RACISTES
DE LA POLICE



7 Juin 2020

La pub d'abord, les clients après

Depuis longtemps, pour faire des économies, la Banque Postale incitait les titulaires de comptes en ligne à prendre le e-relevé à la place du relevé papier. Cette fois elle l'a décidé d'autorité, en les informant simplement que « *dans la situation actuelle, nous avons activé pour vous le service de relevé électronique à la place d'un envoi par voie postale* ». Il faudra, si l'on veut continuer à recevoir son relevé par la poste, le redemander... « *lorsque la situation sera devenue normale* ».

Par contre, « *dans la situation actuelle* », cela ne dérange absolument pas La Poste de faire distribuer de la publicité dans les boîtes aux lettres.

Comme l'a dit Wahl, « *nous avons dû redéfinir ce qu'était le service postal, au temps de la crise* ».

Les conseillers ne sont pas les payeurs

Le gouvernement a instauré un « forfait de mobilité durable », censé s'appliquer depuis le 1^{er} janvier. Il s'agit d'une prise en charge par l'employeur des frais de transport à vélo ou en covoiturage. Mais celui-ci, d'un maximum de 400 euros par an, reste facultatif pour les patrons !

La Poste, entreprise publique, qui n'est pas avare de belles paroles sur le climat et la transition énergétique, ne verse toujours pas cette indemnité.

Cela montre bien l'hypocrisie.

Courrier (non) express

Une note RH sortie le 3 juin précise la situation des agents en garde d'enfants à compter du... 2 juin.

Ce qui fait que, début juin, les parents étaient toujours dans l'incertitude de savoir s'ils allaient continuer à être payés ou s'ils devaient poser des CA.

Selon que vous serez...

À Paris 15, nous avons constaté que la prime d'équipe distri avait nettement diminué. Cette année, on est loin des 450 euros bruts maximum. Et les services arrière n'ont encore eu droit à rien.

Les primes sont aléatoires, injustes, au bon vouloir du patron, et en plus dérisoires. Sauf en ce qui concerne les directeurs d'établissement, qui, eux, ont tous eu droit à une prime de 3 000 euros (500 de plus que l'an dernier, pour les remercier de leur « investissement » pendant la crise sanitaire).

Ce que nous voulons ce sont de vraies augmentations de salaire. Le personnel des hôpitaux a raison de revendiquer 300 euros de plus par mois. Et nous aussi, c'est au minimum ce qui nous manque sur notre feuille de paye.

La crise a bon dos

Mise en place des réorganisations et sécabilité tous les jours, La Poste veut profiter de la crise sanitaire pour « organiser » à sa guise. Mais il ne faudra pas qu'elle compte sur nous pour accepter des reculs et la dégradation de nos conditions de travail sans rien faire !

Blindés

Le lundi, nous nous retrouvons avec plus de courrier à distribuer du fait de la nouvelle organisation. Et les chauffeurs croulent sous les colis.

Nous ne voulons pas nous exténuier au boulot pour les profits de La Poste pendant qu'elle met au chômage des collègues en contrat précaire.

Toujours blindés

Les autres jours aussi, les paquets (fréquences pour les chauffeurs, suivis pour les facteurs) se retrouvent à déborder. Certains d'entre nous peuvent se retrouver avec 40 suivis en plus des recommandés.

Il y a largement de quoi embaucher et ce ne sont pas les chômeurs qui manquent avec toutes les suppressions d'emplois en cours.

La mascarade continue

Ces derniers jours, la presse s'émeut d'une surproduction de masques lavables en France. En effet, les quelque 300 entreprises qui se sont reconverties depuis avril ont désormais du mal à écouler leur marchandise ! Que faire de ces millions de bouts de tissu qui prennent la poussière ? La « main du marché » est peut-être « invisible », elle est surtout aveugle !


Méthodes différentes, mais même objectif

Le chantage à la baisse des salaires se généralise. Chez Ryanair, c'est brutal et, aux dires de son patron, non négociable : - 20 % pour les pilotes, - 10 % pour le personnel navigant. Chez Derichebourg Aeronautics, sous-traitant d'Airbus, le patron voudrait au contraire utiliser un « accord de performance collective » pour obtenir jusqu'à 500 euros de « sacrifices mensuels », en échange... du simple report à septembre d'un plan de 700 suppressions d'emplois !

Le ministre Bruno Le Maire a dénoncé la méthode de Ryanair, mais approuvé celle de Derichebourg. Que nous soyons sacrifiés ne le gêne pas : il aimerait juste que les syndicats nous déclarent consentants !

Pour suivre nos publications en ligne :

www.convergencesrevolutionnaires.org

 Convergences révolutionnaires

